

Présenté au Congrès

AOÛT 2017

FITTPSI

30^{ème} Congrès mondial de l'ISP 30 octobre – 3 novembre 2017 Genève, Suisse « En dernière analyse, les syndicats ne se renforcent pas en devenant plus petits. Si l'on veut que l'ISP se développe et devienne plus puissante, c'est toute la famille de l'ISP qui doit s'impliquer. »

- INTRODUCTION

Internationale des Services Publics 2017

DOCUMENT FINALISÉ LE 28/08/2017



Introduction: Rapport financier de l'ISP 2012 - 2016

La crise financière mondiale a frappé durement les syndicats du secteur public. La réalité des coupes sombres dans les services publics, les attaques à l'encontre des droits syndicaux et les externalisations pèsent sur les effectifs des syndicats de la fonction publique, au moment même où ils doivent lutter contre des programmes d'austérité dévastateurs, les privatisations et de nouvelles menaces à l'échelle mondiale.

Dans le sillage du Congrès de 2012, l'ISP a dû faire face à d'importants déficits et à des appels visant à étendre ses activités. Le Conseil exécutif de l'ISP a alors décidé d'adopter un plan d'action financier pour la période 2013-2017, visant à assurer la viabilité financière de l'ISP.

Après un déficit initial en 2013, le plan a permis de rééquilibrer les comptes à compter de 2014, voire de parvenir à un excédent. Le Conseil exécutif a approuvé une augmentation des cotisations de six centimes d'euro, étalée sur 2014 et 2015, mais sans nouvelle augmentation en 2016 et 2017.

Tout a été fait pour que le budget affecté aux activités stratégiques, nécessaire à la mise en œuvre du Programme d'action 2013-2017, ne soit pas révisé à la baisse. Parallèlement, le budget des projets a été stabilisé avant d'être légèrement augmenté afin de pouvoir développer les activités consacrées à nos priorités politiques.

Le plan d'action financier a entraîné une réorganisation du siège, des régions et des sousrégions, avec la mise en place de programmes d'économies, la recherche de nouvelles méthodes de travail et la création de conditions propices à une approche à long terme de l'organisation et de la croissance des effectifs de l'ISP. Le plan a également imposé de rationaliser les réunions statutaires, notamment en combinant les conférences régionales, les réunions des comités exécutifs régionaux et les commissions consultatives sous-régionales concernés. Le Congrès de Durban en 2012 a engendré un important déficit et, avec l'accord des affiliés de la région Asie-Pacifique, le Congrès de 2017 a été transféré de Singapour à Genève, générant ainsi de considérables économies grâce à une réduction des frais liés aux locaux et des dépenses de fonctionnement.

Ces mesures n'ont pas été faciles et leur succès n'a été possible que grâce au soutien actif et à la participation du Comité exécutif de l'ISP et de ses affiliés. Le personnel a également joué un rôle important en acceptant, au siège et dans la plupart des régions, un gel des salaires pendant deux ans, suivi de légères augmentations.

Nous avons ajouté quelques niveaux supplémentaires au système d'indexation des cotisations, chacun à hauteur de 5 pour cent. Ce qui donne davantage de souplesse et permet des ajustements plus fréquents afin de permettre aux affiliés de contribuer de manière plus représentative de leur véritable capacité financière.

Alors que les comptes sont aujourd'hui à l'équilibre et que les recettes se sont stabilisées au cours des trois dernières années, nos ressources financières et humaines sont utilisées au maximum. Dans les conditions actuelles, une nouvelle expansion de nos activités ne sera possible qu'à la condition d'augmenter nos ressources humaines et de relever parallèlement les cotisations et/ou de recruter de nouveaux affiliés.

En dernière analyse, les syndicats ne se renforcent pas en devenant plus petits. Notre capacité à continuer de produire un réel changement repose sur notre capacité à nous développer. Bien que nous ayons attiré de nouveaux affiliés ces dernières années, notre croissance n'a pas été à la mesure de l'expansion de nos activités et de notre image. Si l'on veut que l'ISP se développe et soit plus puissante, c'est toute la famille de l'ISP qui doit s'impliquer.

Compte de résultats consolidé au 31/12/2016

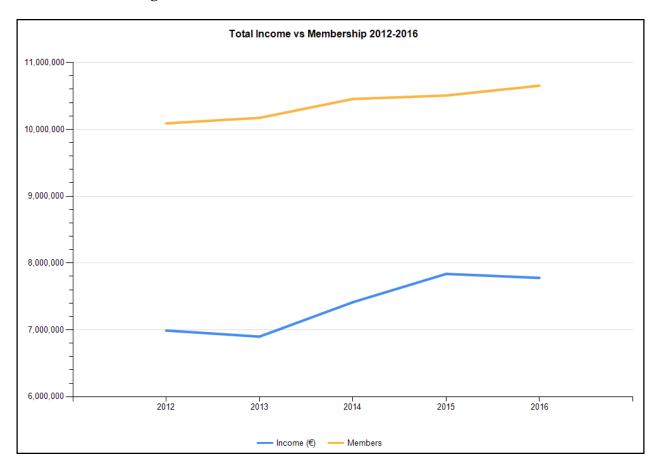
		Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Total 2012-2016
	RECETTES						
100	Cotisations	€7,602,029	€7,126,498	€7,789,224	€7,790,200	€7,712,839	€38,020,789
120	Sources de revenus exceptionnelles	€265,428	€25,873	€23,298	€355,744	€132,598	€802,941
	Intérêts et produits des						
130	investissements	€159,612	€85,779	€100,095	€59,167	€71,951	€476,604
140	Remboursements	€57,042	€73,290	€94,260	€73,885	€30,708	€329,184
160	Recettes exceptionnelles	€186,887	€177,042	€79,940	€58,720	€68,124	€570,712
170	Contributions aux fonds	€159,578	€287,225	€229,543	€172,260	€185,328	€1,033,935
	Contributions bailleurs de fonds à						
180	gestion des projets	€460,009	€436,737	€482,017	€489,722	€449,046	€2,317,530
	Total recettes avant projets	€8,890,584	€8,212,443	€8,798,377	€8,999,698	€8,650,594	€43,551,695
	Recettes d'activités financées par						
190	bailleurs de fonds	€1,435,011	€1,161,988	€1,243,023	€1,817,096	€2,150,599	€7,807,716
	Recettes d'activités financées par						
191	bailleurs de fonds sur le terrain	€0	€25,206	€0	€0	€0	€25,206
	Total Recettes	€10,325,595	€9,399,637	€10,041,399	€10,816,793	€10,801,192	€51,384,617
	DEPENSES						
	Activités stratégiques						
	Domaines prioritaires						
205	Lutte contre la privatisation	€0	€61,453	€86,354	€63,372	€79,790	€290,970
206	Influence sur politiques mondiales	€0	€18,356	€52,568	€112,630	€52,276	€235,830
207	Syndicalisation et croissance	€0	€20,332	€13,930	€17,161	€25,560	€76,983
210	Droits syndicaux	€42,698	€65,199	€62,405	€57,840	€32,227	€260,369
	Egalité des genres, équité et	,,,,,,		, , , , ,	, , ,	,	
211	diversité	€53,960	€31,997	€41,368	€40,172	€79,494	€246,992
	Total Domaines prioritaires	€96,659	€197,336	€256,625	€291,176	€269,347	€1,111,144
	Activités sectorielles				520 1,110	000,000	.,,
200	Administration nationale	€29,284	€11,552	€20,852	€6,622	€12,480	€80,790
201	Administration locale et régionale	€90,966	€28,573	€7,356	€7,486	€49,602	€183,982
202	Santé et services sociaux	€121,256	€43,536	€43,699	€12,031	€80,621	€301,142
203	Services publics de distribution	€92,740	€41,556	€35,538	€37,291	€36,268	€243,393
204	Recrutement et rétention	€383	€0	€0	€0	€0	€383
	Personnels auxiliaires du secteur de	3000					
208	l'éducation et de la culture	€0	€0	€8,545	€18,465	€12,171	€39,182
209	Personnels de première intervention	€0	€1,489	€0	€0	€0	€1,489
	Total Activités sectorielles	€334,629	€126,705	€115,991	€81,895	€191,141	€850,361
	Activités génériques	300 1,020			551,000		
212	Migration	€45,619	€19,345	€10,164	€5,357	€26,689	€107,175
213	Renforcement des capacités	€0	€24,290	€5,878	€3,768	€9,346	€43,281
216	Retraites	€0	€1,190	€1,009	€955	€225	€3,379
	Projets de renforcement syndical		0.,.00	0.,000		3220	30,0.0
219	(UD)	€35,971	€34,495	€38,429	€43,885	€35,178	€187,958
220	Gouvernance mondiale	€9,339	€0	€0	€0	€0	€9,339
230	Recherche	€83,556	€80,256	€76,630	€85,725	€76,606	€402,773
	Total Activités génériques	€174,486	€159,577	€132,110	€139,690	€148,043	€753,905
240	Activités spécifiques	€116,896	€25,936	€6,884	€24,843	€121	€174,681
250	Activités (sous)-régionales	€212,698	€157,786	€213,972	€168,036	€78,972	€831,465
	Total activités stratégiques	€935,368	€667,341	€725,582	€705,640	€687,625	€3,721,556
	Organes statutaires	3555,000	200.,011	3 3, 0 0 =	3. 00,010	300.,020	,,000
300	Congrès	€1,695,453	€11,528	€0	€466	€0	€1,707,448
310	Conseil exécutif (EB)	€360,946	€113,249	€95,328	€94,463	€201,962	€865,948
311	Comité mondial des femmes (WOC)	€98,549	€49,618	€37,285	€44,223	€70,937	€300,613
312	Comité directeur (SC)	€29,967	€63,869	€60,381	€52,075	€10,846	€217,138
314	Administrateurs	€2,064	€375	€317	€346	€206	€3,307
325	Conférences régionales	€0	€0	€13,376	€331,453	€186,017	€530,846
<i>525</i>	OSTROIOROU POGIONAIOO		Dogo 4 of 40	C10,010	2001,700	C 100,017	2000,040

		Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Total 2012-2016
326	Comités exécutifs régionaux	€143,839	€95,337	€100,278	€81,824	€67,006	€488,283
327	Comités régionaux des femmes	€15,164	€22,045	€7,661	€17,525	€21,643	€84,038
	Commissions consultatives sous-						
328	régionales (SUBRAC)	€311,987	€287,657	€245,648	€111,722	€130,029	€1,087,043
	Total Réunions statutaires	€2,657,968	€643,678	€560,273	€734,097	€688,646	€5,284,662
	Réunions et événements						
330	Conseil des Syndicats Mondiaux	€1,500	€24	€736	€0	€0	€2,260
340	Réunions FSESP	€5,941	€3,037	€6,104	€3,111	€1,447	€19,639
	Groupe de travail sur les Statuts						
341	(CWG)	€0	€0	€0	€1,916	€13,350	€15,267
350	Représentation/coordination direction	€59,508	€51,562	€48,652	€88,575	€56,433	€304,731
351	Contrôle/coordination Siège	€9,869	€11,984	€5,108	€456	€3,644	€31,061
352	Équipe de coordination au Siège	€1,579	€0	€0	€210	€0	€1,789
055	Total Réunions et événement	€78,398	€66,607	€60,600	€94,268	€74,874	€374,747
355	Représentation (sous)-régionale	€156,371	€115,085	€119,902	€142,209	€133,210	€666,778
360	Accord FSESP-ISP	€903,044	€875,000	€855,359	€875,000	€850,000	€4,358,403
370	Communication	€172,751	€124,024	€109,589	€77,123	€111,194	€594,681
380	Prix Kluncker Wurf	€0	€0	€15,000	€12,426	€15,000	€42,426
390	Contributions	€40,639	€23,285	€23,585	€8,237	€8,227	€103,972
400	Frais de personnel	60 000 405	60 044 445	60 070 040	60 005 004	60 500 040	646 770 000
400	Frais de personnel Siège	€3,280,425	€3,311,415	€3,279,946	€3,365,284	€3,536,218	€16,773,288
410	Personnel (sous)-régional	€1,411,934	€1,340,693	€1,367,970	€1,280,603	€1,357,208	€6,758,408
	Total Frais de personnel	€4,692,359	€4,652,109	€4,647,916	€4,645,886	€4,893,426	€23,531,696
400	Frais de bureau	C444 F0F	C244 444	C247 E04	C006 207	C206 627	C4 C02 C47
420	Frais de bureau Siège	€411,585	€341,444	€317,584	€286,397	€326,637	€1,683,647
430	Frais de bureau (sous)-régionaux Total Frais de bureau	€415,891 €937,475	€309,199 €650,644	€274,869 €502,453	€282,698 €560,005	€263,682 €500,340	€1,546,339 €3,229,986
	Frais de personnel/de bureau alloués	€827,475	€030,044	€592,453	€569,095	€590,319	€3,229,900
440	à projets	-€460,009	-€436,737	-€482,017	-€489,722	-€449,046	-€2,317,530
440	Frais de personnel/bureau nets	€5,059,825	€4,866,016	€4,758,353	€4,725,259	€5,034,699	€24,444,151
460	Audit	€3,039,623 €120,007	€4,866,016	€4,736,333 €75,384	€4,723,239 € 91,395	€3,034,099 €79,890	€24,444,131
400	Fonds destinés à des dons	€120,007	€100,230	€75,504	€91,393	€19,090	6474,307
470	(dépenses)	€118,549	€21,953	€109,834	€97,288	€33,856	€381,480
480	Dépenses exceptionnelles	€108,427	€325,903	-€11,098	€619,828	€57,040	€1,100,101
490	Projets à financement externe	€1,895,020	€1,619,451	€1,725,040	€2,306,818	€2,599,644	€10,145,973
	Fonds de projets financés par	C1,000,020	21,010,101	C1,120,010	62,000,010	62,000,011	C10,110,010
491	sources extérieures sur le terrain	€0	€4,479	€0	€0	€0	€4,479
	Total dépenses avant		0.,0				G.,
	amortissement et provisions	€12,246,367	€9,461,113	€9,127,402	€10,489,588	€10,373,906	€51,698,376
510	Amortissement	€47,406	€41,258	€33,496	€55,539	€45,734	€223,433
520	Provisions	€59,000	€462,000	€424,891	€414,765	€490,518	€1,851,174
530	Excédent provisions au fonds	€80,008	€269,017	€122,377	€74,972	€151,472	€697,846
550	Prélèvements sur les provisions	-€1,543,699	-€418,347	€0	-€240,000	-€166,500	-€2,368,546
560	Prélèvements sur les réserves	€0	€0	€0	€0	-€97,940	-€97,940
570	Prélèvements fonds	-€41,351	-€3,745	-€2,668	€0	€0	-€47,764
	Total Prélèvements	-€1,585,050	-€422,092	-€2,668	-€240,000	-€264,440	-€2,514,250
	Total Dépenses	€10,847,731	€9,811,297	€9,705,499	€10,794,864	€10,797,190	€51,956,580
	Excédent/Déficit	-€522,136	-€411,660	€335,901	€21,929	€4,003	•
		,	,	,	,	,	I.

Notes sur le compte de résultats consolidé 2012-2016¹

RECETTES

1. Cotisations: Traditionnellement, dans l'année suivant le Congrès, les cotisations perçues sont moins nombreuses. C'était le cas en 2013, avec seulement 7 126 000 euros perçus au lieu de 7 602 000 en 2012. En termes d'affiliation globale pendant la période de Congrès, nous constatons une augmentation régulière qui compense la baisse des adhésions dans certaines sous-régions de l'ISP.



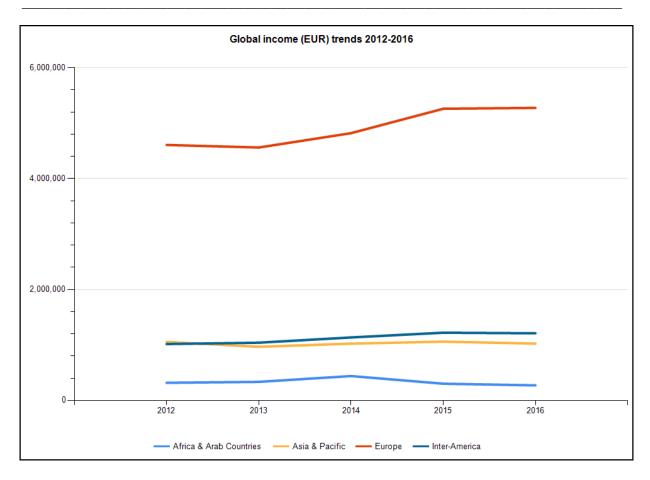
Au niveau régional, la région Afrique et pays arabes a connu une baisse globale des effectifs et des recettes. Les variations les plus notables en termes d'adhésion ont été observées en Afrique australe, principalement en raison du désistement de deux des plus importants affiliés d'Afrique du Sud. L'Afrique anglophone a connu une augmentation sensible de ses adhésions qui ne s'est toutefois pas traduite dans ses recettes en raison de la situation économique et financière instable dans une bonne partie de la sous-région.

Dans la région Asie et Pacifique, les baisses des adhésions en Océanie et, dans une moindre mesure, en Asie de l'Est ont entraîné un léger recul du résultat net.

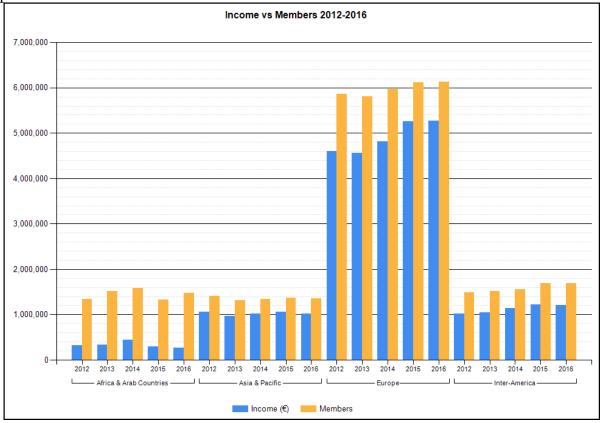
En Europe, dans la majorité des sous-régions une légère baisse des adhésions a été constatée, excepté au Benelux, en France et dans les pays scandinaves. Les hausses dans ces deux sous-régions ont compensé les pertes enregistrées par ailleurs dans la région.

Dans la région Inter-Amériques, l'augmentation des adhésions payantes aux États-Unis à hauteur d'environ 130 000 membres a contrebalancé les petites pertes constatées dans certaines sous-régions.

¹ Les états financiers annuels vérifiés pour chaque exercice financier de la période de Congrès sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'ISP.



Bien que l'augmentation modérée de trois centimes d'euro en 2015 et, à nouveau, de trois centimes d'euros en 2016 ait compensé la perte d'affiliations, les recettes globales restent insuffisantes pour répondre aux besoins croissants des affiliés dans la lutte contre les privatisations et les autres mesures d'austérité.



DEPENSES

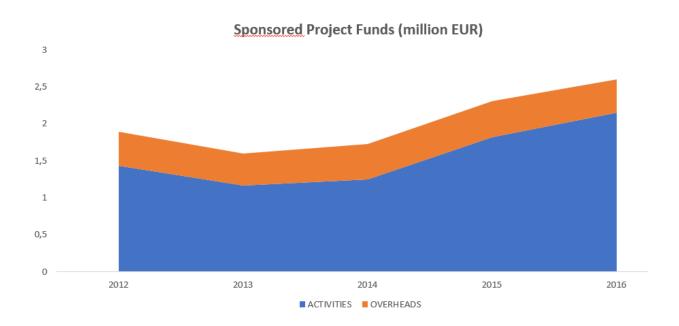
1. Activités stratégiques :

Malgré les efforts considérables déployés pour diminuer les dépenses, une attention particulière a été accordée au maintien du budget affecté aux activités stratégiques visant à mettre en œuvre le Programme d'action et à soutenir les affiliés de l'ISP dans le monde entier.

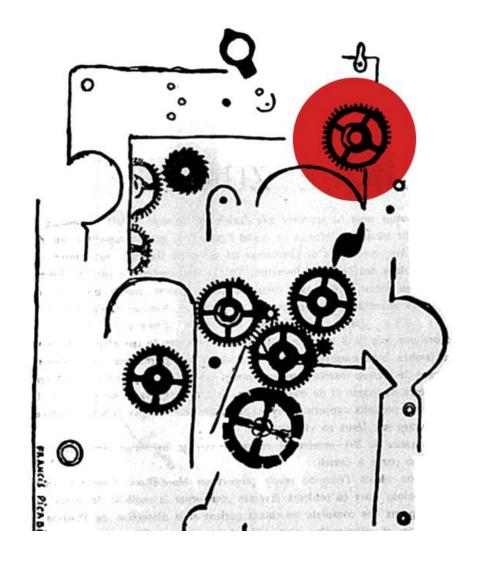
Un plan complet de mise en œuvre a été lancé dans la période 2013-2017, centré sur des domaines prioritaires tels que : lutte contre les privatisations (291 kiloeuros), influence sur les politiques mondiales (236 kiloeuros), syndicalisation et croissance (77 kiloeuros), droits syndicaux (260 kiloeuros) et égalité des genres, équité et diversité (247 kiloeuros). Pendant la période de Congrès, un total de 1 111 000 euros du budget de l'ISP a été consacré à ces domaines prioritaires sur un montant total de 3 721 000 euros dépensé pour les activités stratégiques dans l'ensemble.

2. Projets à financement externe :

Des activités supplémentaires ont été cofinancées par des organisations de soutien solidaire. Malgré une baisse du financement accordé par certaines de ces organisations, l'ISP est parvenue à stabiliser et à consolider les financements de projets pour les activités qui se déroulent en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine et certains projets mondiaux tels que le Programme mondial sur la migration et le Projet pour la justice commerciale et fiscale. Un total de 10 146 000 euros a été consacré aux projets à financement externe (2012-2016).



L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 154 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.



Rapport financier 2012-2016



Internationale des Services Publics

45, avenue Voltaire 01210 Ferney-Voltaire – France www.world-psi.org